

Il ajoute plus loin :

Durant la période de transition, alors que nos clients d'outre-mer achètent surtout à crédit, il nous faudra combler en grande partie la balance défavorable de notre commerce avec les Etats-Unis à même nos propres ressources. Heureusement, nous avons terminé la guerre avec de fortes réserves de devises américaines. Ce qui nous fournit l'occasion de suivre maintenant la méthode de commerce multilatéral et sans entrave que nous avons tant d'intérêt à voir adopter par les autres pays. Toutefois, il est évident que cette ligne de conduite ne donnera d'heureux résultats que dans la mesure où nous pourrions tirer, en temps opportun, assez d'espèces,—c'est-à-dire du numéraire facilement convertible,—de notre commerce d'outre-mer pour faire face à nos besoins aux Etats-Unis.

D'autre part, les pays d'outre-mer ne pourront solder en espèces leurs importations nettes du Canada que pour autant qu'ils pourront rétablir leur faculté de produire et d'exporter vers des marchés où les affaires se soldent en espèces.

Je ne veux pas me faire prophète de malheur, mais à moins que le rétablissement de ces pays étrangers ne s'effectue à un rythme accéléré, je crains fort pour l'avenir. Quelle ardeur le Gouvernement met-il à pousser les échanges commerciaux avec les pays de l'Amérique du Sud? L'activité fébrile du bâtiment est, on le sait, l'élément unique qui nous assure l'embauchage intégral présentement; mais l'industrie du bâtiment ne peut entraîner la consommation que d'une petite quantité de blé, de bacon, de fromage, de porc, de bœuf et d'autres produits agricoles; il faut trouver d'autres marchés d'exportation. De plus, il faudra écouler une partie de nos articles ouverts à l'étranger. Le Gouvernement a-t-il recours à tous les moyens pour stimuler le commerce au sein de l'Empire et du Commonwealth britanniques? Je l'espère. Nous devons vendre nos produits quelque part, sinon nous nous trouverons en mauvaise posture.

Le Gouvernement est-il en mesure de résister au choc d'une soudaine crise économique? La guerre n'est plus là pour nous aiguillonner et l'exposé budgétaire n'offre aucun stimulant à la production. Eu égard aux imprévoyances passées du Gouvernement, comment peut-on réprimer l'appréhension? Le Gouvernement attend-il le marasme? S'il doit se produire, il s'abattra tout d'un coup. Au Gouvernement donc de préparer un programme à mettre en œuvre dès le lendemain, et non un an après. Connaîtrons-nous encore une époque de "trop peu et trop tard"? Le Gouvernement ne peut se justifier de ne pas convoquer une autre conférence fédérale-provinciale. Il doit porter les conséquences de son omission et la responsabilité de sa négligence sur ce point.

L'excédent budgétaire a inspiré au ministre des remarques qui m'ont étonné. J'ai été d'abord agréablement surpris de l'entendre.

"Le moment est enfin venu, ai-je pensé, d'accorder aux contribuables canadiens des réductions d'impôts." Nous venons de terminer une année, a dit le ministre, avec un surplus dans nos comptes qui dépasse le total de tous nos surplus accumulés jusqu'ici. Il s'est exprimé d'une voix si vibrante que tous les honorables députés de l'autre côté de la Chambre se sont mis à applaudir. J'ai songé au bonheur qui était réservé à la population.

Puis nous avons constaté qu'il n'y avait pas du tout excédent. On a déclaré à plusieurs reprises qu'il y avait découvert de 20 millions de dollars et que le produit du capital, de 372 millions, devait être affecté à l'amortissement de la dette. Ce n'était pas, suivant l'expression du ministre, un surplus qui dépassait le total de tous les surplus accumulés jusqu'ici. Il n'y avait pas du tout excédent, même après la suppression de 50 à 60 millions de dollars au chapitre des subventions et l'annonce d'un excédent de \$509,271,000 des recettes réelles sur les recettes estimatives. En 1946, le ministre avait annoncé un découvert de 260 millions de dollars. La différence est donc de 249 millions de plus que les prévisions. Et il y a eu quand même déficit.

Je sais, évidemment, qu'il y a des dépenses extraordinaires, provisoires et anormales, et le ministre en a mentionné quelques-unes. Je ne citerai pas ses paroles à ce propos; je me contenterai de rappeler qu'il a annoncé un excédent de 190 millions, si on compare les recettes aux dépenses. A-t-il tenu pleinement compte des déboursés extraordinaires? Le Gouvernement se propose-t-il d'acquitter une partie de notre dette nationale? Prévoit-il un excédent plus important à la fin de la présente année ou seulement après les prochaines élections générales? Y aura-t-il un excédent sensationnel qui pourra servir à des fins politiques? L'excédent budgétaire s'élèvera à environ 190 ou 185 millions de dollars. Les journaux m'apprennent qu'il sera inférieur à 190 millions, maintenant qu'on a forcé le premier ministre de Nouvelle-Ecosse à signer un accord. J'ai remarqué, soit dit en passant, que le premier ministre provincial n'en est pas très satisfait.

M. McILRAITH: C'est un excellent homme, cependant.

M. ROSS (St. Paul's): Voici ce que je trouve ce soir dans le *Journal* d'Ottawa:

L'acceptation des propositions financières du gouvernement fédéral, fondées sur les nouvelles concessions consenties par Ottawa...

Et le reste. On y mentionne de nouvelles concessions. La vente à l'enchère n'est donc pas terminée? Ma foi, comme on a de la difficulté avec lui! Je me demande si le Gouvernement détient un permis de vente à l'enchère.